

En éclairant les mécanismes de pouvoir multiples qui opèrent dans le champ de l'économie, Taher Labadi montre dans cet article que le colonialisme israélien est un système global qui oscille entre expulsion de la population palestinienne, oppression politique et surexploitation, et que l'économie est un terrain privilégié où se déploient les rapports coloniaux.

Taher Labadi est chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo), à Jérusalem. Ses recherches portent sur l'économie politique de la Palestine, et plus généralement sur l'économie en situation coloniale.

Penser l'économie palestinienne dans son contexte colonial

La Palestine aura certainement fait couler beaucoup d'encre ces deux derniers mois. Prise entre l'émotion et les injonctions politico-médiatiques, la recherche universitaire s'invitait aussi aux débats pour apporter son éclairage sur une actualité dense et tragique. Moins présente, l'analyse économique aurait dû pourtant retenir notre attention, à la condition toutefois de savoir informer utilement le sujet. La théorie économique dominante, en effet, continue d'appréhender les phénomènes qu'elle étudie en recourant à la seule grammaire du marché, et se trouve par conséquent bien démunie pour penser les conflits et les pouvoirs qui se nouent jusque dans l'économie, où à ses abords immédiats. Tout au plus, ses données agrégées et autres formalismes abstraits nous donnent-ils une estimation des coûts du conflit, ou de l'occupation militaire, et l'on comprend finalement bien trop peu ce que sont l'activité et les processus économiques dans la guerre, et en contexte palestinien.

Or d'importantes controverses parcourent, depuis plus d'une décennie désormais, le champ des études palestiniennes, notamment liées à la mise au point et au choix des outils théoriques et méthodologiques permettant de lire et de dire ce contexte particulier. Cela est aussi vrai de la recherche en économie où l'on a assisté à un retour en force de l'économie politique, dont l'objet n'a plus été le marché ou la croissance mais les rapports de dominations qui se logent et se créent dans l'économie. Cette secousse disciplinaire va ici de pair avec une critique de plus en plus étendue du régime économique établi à la suite des accords d'Oslo en 1993 ainsi que du modèle conceptuel (néolibéral) qui lui est sous-jacent. Une critique qui fait à la fois écho à l'impasse dans laquelle se trouve le projet national palestinien et à l'échec de la « solution à deux États », et se traduisant par une quête de nouveaux cadres d'analyse^[1].

Parmi ceux-là, les *Settler Colonial Studies* (études du colonialisme de peuplement) nous invitent à mettre en cohérence les diverses dominations et violences produites dans les relations du mouvement sioniste, et plus tard d'Israël, à la société palestinienne^[2]. Ce cadre a pour avantage notable de remédier à la fragmentation des études palestiniennes qui résulte des ruptures historiques (1948, 1967, 1993) et du morcellement géographique (Cisjordanie, Gaza, Israël, Jérusalem). La comparaison des expériences américaines, sud-africaine, australienne, algérienne et palestinienne a aussi d'intéressant qu'elle tempère le traitement d'exception souvent appliqué à cette dernière. La prise en compte du rapport colonial, enfin, permet de compenser une approche marxiste exclusive qui tend à rabattre tout antagonisme au conflit entre classes sociales. L'examen ici des mécanismes de pouvoir multiples qui opèrent sur le terrain même de l'économie se veut une contribution à la compréhension de la guerre en cours.

L'économie comme terrain de l'élimination et du remplacement

Sur le terrain de l'économie en effet, différentes logiques d'action sont à l'œuvre. La première est une élimination et un remplacement justement caractéristiques des colonialismes de peuplement. Dès la fin du 19^{ème} siècle, le mouvement sioniste entreprend de s'approprier des terres en Palestine pour y installer une nouvelle population de colons. Un processus qui s'accélère avec l'occupation britannique du pays en 1917 puis la mise en place du mandat de la Société des nations. La *conquête de l'économie* est alors un moyen décisif pour renforcer la démographie juive et s'assurer du contrôle des territoires. Elle s'avère aussi un moyen puissant de déstabilisation de la société arabe palestinienne.

Cette conquête de l'économie trouve son expression très pratique dans l'adoption du mot d'ordre de *Jewish Land* (terre juive) et la création de différents fonds sionistes dédiés à l'achat de terres, dont le Fonds national juif. Appropriées de manière marchande et privée, ces terres sont néanmoins retirées du marché et considérées comme propriétés inaliénables du « peuple juif », ce qui constitue un premier pas vers l'institution d'une souveraineté proprement politique. Plusieurs dizaines de localités palestiniennes disparaissent ainsi avant même l'épisode de la Nakba sous l'effet de la colonisation.

Un second mot d'ordre est celui de *Jewish Labor* (travail juif), lequel consiste à encourager les coopératives agricoles tenues par le mouvement sioniste, puis par extension l'ensemble des employeurs juifs ou britanniques, à prioriser l'emploi de travailleurs juifs. Ces derniers trouvent en effet des difficultés à se faire embaucher, y compris par les patrons juifs qui préfèrent recourir à une main-d'œuvre arabe moins couteuse et plus expérimentée dans le travail de la terre. Le chômage devient un défi majeur et de nombreux colons finissent par repartir en Europe.

Ainsi contrairement à l'idée reçue, la formation des kibboutz durant la première moitié du 20^{ème} siècle ne doit pas grand-chose à l'importation des idéaux socialistes et bien plus aux impératifs de la colonisation en cours. L'organisation collective et la mise en commun des ressources répondent d'abord à la nécessité de réduire le coût du travail juif face à la concurrence du travail arabe^[3]. Les kibboutz sont à cet égard plutôt inspirés des artels russes, des coopératives de vie formées entre travailleurs originaires d'un même lieu afin d'améliorer les chances de survie dans un environnement concurrentiel. Il n'est pas question ici d'opposition, ni même de défection face au capitalisme.

Soutenus par l'Organisation sioniste, les kibboutz permettent une meilleure absorption des colons en même temps qu'une complète exclusion des travailleurs arabes. Et ce n'est que plus tard, une fois les contours coloniaux du kibboutz bien définis et son efficacité économique assurée, que le mythe de communautés autogérées répondant à un idéal socialiste s'est développé, nourrissant l'imaginaire des nouvelles vagues de colons venus d'Europe. Il reste que les kibboutz ont toujours fourni un contingent plus élevé que la moyenne de combattants et de commandants dans les rangs des organisations paramilitaires sionistes durant toute la période du mandat britannique.

Le syndicat juif de l'Histadrout créé en 1920 est un autre acteur majeur de cette première conquête de l'économie. Celui-ci est à la tête d'un empire économique colossal composé de

colonies agricoles, de coopératives de transport, d'établissements industriels, commerciaux et financiers lesquels sont employés dans la constitution d'enclaves économiques exclusivement juives^[4]. Le syndicat va même jusqu'à recruter des « gardiens du travail » qui se rendent sur les chantiers et dans les usines pour intimider les employeurs et les travailleurs et exiger par la menace le débauchage des ouvriers arabes et le recrutement de colons juifs^[5]. Cette conquête est donc loin d'être sans violences.

Les mots d'ordre de *Jewish Land* et de *Jewish Labor* prévalent encore après la Nakba, puis à la suite de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, dans une économie israélienne mobilisée par la colonisation et que structure toujours la prévalence accordée à la population juive. A la différence que l'élimination de la population palestinienne autochtone est désormais soutenue par un appareil étatique, et se voit systématisée par un ensemble de politiques et de lois. Or la spoliation des terres et la ségrégation des habitants n'exclut pas pour autant une politique d'intégration économique visant à tirer parti d'une présence palestinienne inévitable, en même temps qu'elle sert à la contrôler.

Une ségrégation qui facilite l'exploitation économique

Lorsqu'en 1967 Israël s'empare de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ses ambitions annexionnistes sont contrariées par la présence d'environ un million de Palestiniens, laquelle constitue un défi démographique, politique et sécuritaire. L'administration militaire opte alors pour une intégration *de facto* des nouveaux territoires conquis, tout en refusant la citoyenneté à leurs habitants. Cela lui permet d'établir un système strict de ségrégation et de hiérarchisation des relations entre les deux populations, palestinienne et israélienne. Les mesures employées alors sont à bien des égards comparables à celles qui sont à l'œuvre depuis 1948, en Israël même, face aux Palestiniens dits « de l'intérieur »^[6].

Se dégage ici une logique d'exploitation, consistant à tirer le meilleur parti des opportunités offertes par le contrôle des territoires et de leurs habitants. Outre la mainmise sur les ressources naturelles (eau, pétrole, gaz...), Israël multiplie les politiques dans l'objectif d'accroître la dépendance économique et ainsi mieux user à son avantage des capitaux, de la force de travail ou encore des marchés de consommation palestiniens. C'est notamment l'administration israélienne qui accorde jusqu'en 1993 les autorisations nécessaires pour construire une maison, forer un puit, démarrer une entreprise, sortir ou entrer sur le territoire, importer ou exporter des marchandises.

Des mesures sont prises pour empêcher toute concurrence palestinienne et encourager au contraire des relations de sous-traitance au profit des producteurs israéliens. L'essor de certaines branches d'activité comme la cimenterie, le textile ou la réparation automobile est de ce fait directement lié aux besoins de l'économie israélienne. De même que les cultures requises par Israël ou destinées à l'exportation vers l'Europe se substituent progressivement à celles plus diversifiées destinées aux marchés local et régional. La population palestinienne devient en retour très largement tributaire des importations en provenance d'Israël pour satisfaire ses propres besoins de consommation.

Cette situation ne change pas fondamentalement après 1993 et la création de l'Autorité palestinienne. Les prérogatives accordées à cette dernière sont constamment remises en cause sur le terrain, et c'est l'administration israélienne qui garde la maîtrise des régimes

commercial, monétaire et financier, ainsi que des frontières et de la majeure partie des territoires. La zone C, directement sous contrôle militaire israélien et inaccessible au gouvernement palestinien, couvre encore 62% de la Cisjordanie. De 1972 à 2017, Israël a ainsi absorbé 79 % du total des exportations palestinienne et se trouve à l'origine de 81% de ses importations^[7].

L'emploi dans l'économie israélienne d'une main-d'œuvre en provenance de Cisjordanie et de Gaza est encore un aspect de cette exploitation coloniale. Régulée par l'administration israélienne qui délivre les permis de circulation et de travail, la présence de ces travailleurs vient compenser une pénurie de main-d'œuvre israélienne, en fonction de la conjoncture et pour des secteurs d'activité précis (principalement le bâtiment, l'agriculture, la restauration). Ainsi la récession économique israélienne entre 1973 et 1976 n'a quasiment pas d'impact sur le chômage israélien et se traduit en revanche par une réduction du nombre de travailleurs palestiniens venant des territoires occupés^[8].

Vulnérable, corvéable et révoquant à tout moment, cette main-d'œuvre compte en moyenne pour un tiers de la population active palestinienne au cours des décennies 1970 et 1980. Puis le déclenchement de la Première Intifada et les actions de boycott économique engagés par la population palestinienne à la fin des années 1980 incitent l'administration israélienne à réduire drastiquement la présence de ces travailleurs. Ceux-là sont remplacés durant un temps par une main-d'œuvre migrante en provenance d'Asie. Mais le phénomène redevient majeur en Cisjordanie depuis une dizaine d'années et avait même repris ces derniers mois avec la bande de Gaza, malgré le blocus.

En 2023, 160 000 Palestiniens de Cisjordanie – soit 20 % de la population active employée de ce territoire – travaillaient en Israël ou dans les colonies, auxquels s'ajouteraient environ 50 000 travailleurs employés sans permis. On comptait également quelques 20 000 travailleurs en provenance de la bande de Gaza^[9]. Ces travailleurs perçoivent un salaire moyen qui représente entre 50 et 75 % de celui de leurs homologues israéliens. Ils sont en outre exposés à la précarité, à la discrimination et aux abus. Le nombre d'accidents du travail et de décès sur les chantiers de construction est considéré comme l'un des plus élevés au monde^[10].

L'économie au service de la contre-insurrection

S'il répond d'abord à une logique d'exploitation de la main-d'œuvre autochtone, l'emploi de travailleurs palestiniens s'avère aussi un excellent moyen de policer la population. Pour obtenir un permis de travail en Israël ou dans les colonies, un Palestinien de Cisjordanie ou de Gaza doit veiller à ce que son dossier soit approuvé par l'administration militaire israélienne. Il doit alors ne pas prendre part à toute activité syndicale ou politique jugée hostile à l'occupation, de même que ses proches parents. Des familles et parfois des villages entiers prennent ainsi garde à ne faire l'objet d'aucune « interdiction sécuritaire » pour ne pas se voir priver du permis de travail israélien.

La dépendance des Palestiniens envers l'économie israélienne participe par conséquent de leur vulnérabilité politique. Une vulnérabilité d'autant plus redoutable que c'est l'administration israélienne qui régule l'accès aux territoires occupés, ou même la circulation en leur sein. La fermeture des points de passage et la restriction du trafic sont

alors régulièrement employées comme un moyen de sanction, dans une logique ouvertement contre-insurrectionnelle. La population palestinienne est rapidement menée au bord de l'asphyxie économique, voire maintenue dans un état de crise humanitaire durable comme l'illustre le cas de la bande de Gaza sous blocus depuis 2007.

L'Autorité palestinienne se trouve tout particulièrement exposée face à ce genre de pratique punitive. Ses revenus sont composés en grande partie (67 % en 2017) de taxes collectées par l'administration israélienne, notamment sur les importations palestiniennes. Or celle-ci ponctionne et suspend régulièrement ses versements en exerçant un chantage explicite. Les recettes du gouvernement palestinien dépendent aussi de l'aide internationale, non moins discrétionnaire et politiquement conditionnée^[11]. Une situation qui explique pour beaucoup son incapacité à agir en dehors du terrain balisé par Israël et les bailleurs de fonds.

Cette ingénierie politique et sociale qui passe par l'économie touche également le secteur privé de différentes manières. Ces dernières années ont vu un nombre croissant d'entreprises en Cisjordanie requérir de manière proactive leur intégration au système de surveillance israélien dans l'objectif de bénéficier d'un régime avantageux dans l'exportation de leurs marchandises^[12]. En temps normal, une cargaison est acheminée une première fois par camion jusqu'au point de contrôle israélien le plus proche. Là, elle est déchargée pour subir une inspection de plusieurs heures, avant d'être chargée sur un second camion pour être transportée à destination, en Israël même, ou vers un pays tiers.

Les exportateurs palestiniens sont ainsi pénalisés par des coûts élevés de transport, sans parler du temps perdu et des risques de voir les marchandises endommagées par ces procédures fastidieuses. Le nombre de camions, et par conséquent le volume de marchandises transportées, est aussi fortement limité par l'engorgement qu'on observe quotidiennement sur les points de contrôle, à quoi peut s'ajouter la simple décision israélienne de mettre un frein à la circulation à tout moment et pour quelque raison que ce soit. Par contraste, la mise en place de couloirs logistiques, dits « *door-to-door* », vient considérablement fluidifier et réduire le coût du fret commercial.

Moyennant le suivi d'un protocole strict établi par l'armée israélienne, des entreprises pourront acheminer leurs cargaisons à bon port en ne recourant qu'à un seul camion israélien et sans être inquiétées aux points de contrôle. Elles doivent pour cela aménager une cour fermée et sécurisée pour le chargement, équipée de caméras de surveillance reliées en fil continu au point de contrôle militaire le plus proche. Elles fournissent également des données détaillées sur leurs employés dont le dossier doit aussi être approuvé par l'administration militaire. Enfin, chaque camion est équipé d'un système de localisation GPS permettant la surveillance de l'itinéraire suivi à travers la Cisjordanie.

L'économie palestinienne prise dans une guerre totale

Il est certainement difficile de prendre toute la mesure du bouleversement radical que vivent actuellement les territoires occupés et avec eux, l'activité économique palestinienne. Plusieurs organismes palestiniens ou internationaux s'efforcent déjà de comptabiliser les pertes matérielles de la guerre en cours, et d'évaluer ses répercussions sur le PIB et le chômage palestiniens. Toute solution politique au conflit, dit-on, devra

nécessairement s'accompagner d'un volet économique, et l'anticipation des coûts de la reconstruction et de la remise à flot de l'économie palestinienne constitue à chaque nouvelle guerre un gage de réactivité face à l'urgence pour les différentes parties concernées.

Aux destructions en masse causées par les bombardements israéliens s'ajoutent en effet le renforcement du siège sur la bande de Gaza mais aussi sur la Cisjordanie, ainsi que la révocation de tous les permis de travail israéliens, ou encore le retard infligé dans le reversement des taxes à l'Autorité palestinienne. L'institut palestinien MAS évoque à cet égard une récession économique grave dont les effets se font déjà sentir dans le cours de la guerre et qui sera probablement amenée à se prolonger à ses lendemains. Le PIB aurait connu une perte d'au moins 25 % à la fin 2023 tandis que le chômage pourrait atteindre les 30 % de la population active en Cisjordanie, pour 90 % dans la bande de Gaza^[13].

Mais nous ne sommes pas là face à un affrontement entre deux États souverains et l'appauvrissement de la population palestinienne, de même que les risques sérieux de famine ne sont pas fortuits. Des rapports publiés à la suite des précédentes guerres confirment la volonté délibérée de l'armée israélienne de s'en prendre aux moyens matériels de subsistance^[14]. Il en va de même des restrictions imposées sur le trafic de personnes et de marchandises, lesquelles ne s'appliquent pourtant pas aux agriculteurs de Cisjordanie dont les productions sont venues suppléer à l'interruption de l'activité agricole en Israël et ainsi participer à son effort de guerre.

Cette multiplicité des mécanismes à l'œuvre et les diverses logiques de pouvoir qu'ils recouvrent montrent que l'économie n'est pas une victime collatérale de l'affrontement colonial en cours mais en constitue bien un terrain privilégié. La question dès lors n'est pas vraiment celle des coûts de la guerre et de la reconstruction, pas plus qu'elle ne devrait être celle des points de croissance à gagner pour remporter le silence des populations. Mais elle est plutôt celle des moyens à mettre en œuvre pour prémunir la société palestinienne d'une dépossession, d'un enrôlement ou encore d'un assujettissement qui se produisent dans l'économie même, et contre une guerre qui se veut plus que jamais totale.

*

Illustration : « Les toits de Jérusalem », 2007. Sliman Mansour, peintre palestinien.

Notes

^[1] Taher Labadi, 2020, « Économie palestinienne : de quoi parle-t-on (encore) ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 147 | 2020, DOI : <https://doi.org/10.4000/remmm.14298>

^[2] Omar Jabary Salamanca, Mezna Qato, Kareem Rabie, Sobhi Samour (ed.), 2012, *Past is Present: Settler Colonialism in Palestine*, Settler colonial studies, Hawthorn.

^[3] Shafir Gershon, 1989, *Land, Labor and the Origins of the Israeli-Palestinian Conflict, 1882 - 1914*, Cambridge University Press, Cambridge.

[4] Sternhell Zeev, 2004, *Aux origines d'Israël : entre nationalisme et socialisme*, Fayard, Paris.

[5] George Mansour, 1936, *The Arab Worker under the Palestine Mandate*, Jerusalem.

[6] Aziz Haidar, 1995, *On the margins: the Arab population in the Israeli economy*, New York, St. Martin's Press.

[7] CNUCED, 2018, Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien : évolution de l'économie du territoire palestinien occupé, 23 juillet, Genève.

[8] Leila Farsakh, 2005, *Palestinian Labor Migration to Israel : Labor, Land and Occupation*, Routledge, London.

[9] MAS, 2023, *How To Read the Economic and Social Implications of the War on Gaza*, Gaza War Economy Brief Number 4, Ramallah.

[10] CNUCED, op. cit.

[11] Taher Labadi, 2023, Le chantage aux financements européens accable la Palestine, OrientXXI

URL : <https://orientxxi.info/magazine/le-chantage-aux-financements-europeens-accable-la-palestine,6886>

[12] Walid Habbas et Yael Berda, 2021, « Colonial management as a social field: The Palestinian remaking of Israel's system of spatial control », *Current Sociology*, 1 -18.

[13] MAS, op. cit.

[14] UN, 2009, *Rapport de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza*.

Bibliographie indicative

Anaheed Al-Hardan, «Decolonizing Research on Palestinians: Towards Critical Epistemologies and Research Practices,» *Qualitative Inquiry*, vol. 20, no. 1 (2014), pp. 61-71

Rana Barakat, «Writing/Righting Palestine Studies: Settler Colonialism, Indigenous Sovereignty and Resisting the Ghost(s) of History,» *Settler Colonial Studies*, vol. 8, no. 3 (2018), pp. 349-363;

Toufic Haddad, *Palestine Ltd.: Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, London/New York: I. B. Taurus and Co. Ltd., 2016.

Adam Hanieh, «Development as Struggle: Confronting the Reality of Power in Palestine,» *Journal of Palestine Studies*, vol. 45, no. 4 (2016), pp. 32-47

Nur Masalha, *The Palestine Nakba: Decolonising History, Narrating the Subaltern, Reclaiming Memory*, London/New York: Zed Books, 2012.

Omar Shweiki and Mandy Turner, dirs., *Decolonizing Palestinian Political Economy: De-development and Beyond*, New York: Palgrave Macmillan, 2014.

Linda Tabar [et al.], *Critical Readings of Development under Colonialism: Towards a Political Economy for Liberation in the Occupied Palestinian Territories*, Ramallah: Rosa Luxemburg Foundation/Center for Development Studies, 2015.

Alaa Tartir, Tariq Dana, and Timothy Seidel, ed., *Political Economy of Palestine: Critical, Interdisciplinary, and Decolonial Perspectives*, Cham : Palgrave Macmillan, 2021.

Lorenzo Veracini, «The Other Shift: Settler Colonialism, Israel, and the Occupation,» *Journal of Palestine Studies*, vol. 42, no. 2 (2013), pp. 26-42.

Patrick Wolfe, «Purchase by Other Means: The Palestine Nakba and Zionism's Conquest of Economics,» *Settler Colonial Studies*, vol. 2, no. 1 (2012), pp. 133-171.

Omar Jabary Salamanca [et al.], eds., *Past is Present: Settler Colonialism in Palestine*, *Settler Colonial Studies*, vol. 2, no. 1 (2012).